

# SOMMAIRE

---

<b>INTRODUCTION</b>	<b>2</b>
<b>1 – DÉMARCHE GLOBALE DE GESTION DES INONDATIONS</b>	<b>3</b>
1.1 – <i>DISPOSITIONS LÉGALES</i>	3
1.2 – <i>LE PPRI, SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE</i>	3
1.3 – <i>CONSÉQUENCES POUR LES BIENS ET ACTIVITÉS</i>	4
1.4 – <i>DISPOSITIONS RELATIVES AU LIBRE ÉCOULEMENT DES EAUX ET À LA CONSERVATION DES CHAMPS D'EXPANSION DES CRUES</i>	4
1.5 – <i>ENTRETIEN ET RESTAURATION DU COURS D'EAU</i>	4
1.6 – <i>CONCERTATIONS</i>	5
<b>2 – LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION DU PPRI</b>	<b>6</b>
<b>3 – LE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE ET LES CONTEXTES GÉOLOGIQUE ET HYDROLOGIQUE</b>	<b>6</b>
3.1 – <i>LE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE</i>	6
3.2 – <i>LE CONTEXTE GÉOLOGIQUE</i>	6
3.3 – <i>LE CONTEXTE HYDROLOGIQUE</i>	7
<b>4 – LES INONDATIONS PRISES EN COMPTE</b>	<b>7</b>
<b>5 – LE MODE DE QUALIFICATION DES ALÉAS</b>	<b>8</b>
5.1 – <i>ÉVÈNEMENT DE RÉFÉRENCE</i>	8
5.2 – <i>CLASSIFICATION DES ALÉAS</i>	9
<b>6 – LE ZONAGE ET LE RÈGLEMENT</b>	<b>9</b>
6.1 – <i>PRINCIPES GÉNÉRAUX DE DÉLIMITATION DU ZONAGE</i>	9
6.2 – <i>ZONAGE RÉGLEMENTAIRE</i>	9
6.3 – <i>LE RÈGLEMENT</i>	10
6.4 – <i>MESURES D'ACCOMPAGNEMENT</i>	10
<b>7 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU PPRI</b>	<b>11</b>
<b>8 – LES ACTIONS DE PRÉVENTION ET DE SECOURS</b>	<b>12</b>
8.1 – <i>LES RESPONSABILITÉS</i>	12
8.2 – <i>LA PRÉVISION ET LA PRÉVENTION</i>	12
8.2.1 – <i>LA PRÉVISION</i>	12
8.2.2 – <i>LA PRÉVENTION</i>	12
8.2.3 – <i>LA PRISE EN COMPTE DU RISQUE DANS L'AMÉNAGEMENT</i>	13
8.2.4 – <i>L'INFORMATION PRÉVENTIVE</i>	13
<b>9 – GLOSSAIRE</b>	<b>13</b>

## INTRODUCTION

---

Par arrêtés n° 2001/804 du 14 mars 2001 et n° 22/05 /DDE du 7 février 2005, le Préfet des Vosges a prescrit l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques « inondations », dit (PPRi), pour la rivière le Madon, sur les communes de :

1. Hagecourt,
2. Velotte-et-Tatignécourt,
3. Hymont,
4. Vroville,
5. Mattaincourt,
6. Mirecourt,
7. Poussay,
8. Ambacourt,
9. Valleroy-aux-Saules,
10. Maroncourt,
11. Mazirot,
12. Chauffecourt.

Ce PPRi est appelé « PPRi du Madon Centre ». La Direction Départementale de l'Équipement des Vosges a été chargée de sa réalisation.

Ce PPRi a déjà fait l'objet d'une procédure de concertation en novembre 2005 et d'une enquête publique, réalisée du 10 mai au 10 juin 2006, à l'issue de laquelle un avis favorable avait été rendu par le commissaire-enquêteur.

Les crues des 3 et 4 octobre 2006 ont remis en cause la validité du projet. Dans l'attente de sa révision, le Préfet des Vosges, par arrêté n° 14/07/DDE du 2 février 2007 a rendu immédiatement opposables les prescriptions de ce PPR.

Son approbation intervient après reprise intégrale de la procédure :  
concertation réalisée en juin 2007,  
avis des communes réalisé du 6 juillet au 6 septembre 2007,  
enquête publique réalisée du 15 octobre au 16 novembre 2007.

La présente note a pour objet de présenter la démarche globale de gestion des inondations, les motivations de la prescription du PPRi, le secteur géographique et les contextes géologique et hydrologique, les inondations prises en compte, le mode de qualification des aléas, le zonage et le règlement, les documents constitutifs du PPRi, les actions de prévention et de secours ainsi qu'un glossaire.

# 1 - DÉMARCHE GLOBALE DE GESTION DES INONDATIONS

## 1.1 – DISPOSITIONS LÉGALES

La loi n° 95-101 du 02 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement a institué les Plans de Prévention des Risques (PPR) conformément au Code de l'Environnement.

Les lois n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relatives à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et n° 2004-811 du 13 août 2004 dite loi de modernisation de la sécurité civile ont renforcé l'outil PPR et les obligations d'information des citoyens.

La circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables (complétée par celle du 24 avril 1996) a défini notamment les objectifs suivants :

- ***" interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses et les limiter dans les autres zones inondables ;***
- ***préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues ;***

Ces objectifs conduisent à appliquer trois grands principes :

- *interdire toute construction nouvelle dans les zones où les aléas sont les plus forts ;*
- *contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues.*
- *éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau.*

La « Doctrine d'élaboration des PPRI du Bassin Rhin-Meuse du 15 avril 2004 » reprend ces grandes orientations.

## 1.2 – LE PPRI, SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE

**Le PPRI vaut servitude d'utilité publique** ; il est donc opposable à toute personne publique ou privée dès achèvement de la dernière mesure de publicité de l'acte ayant approuvé le PPRI, ou dès publication de l'arrêté d'application anticipée.

A ce titre, il devra être annexé aux documents d'urbanisme (PLU, POS) conformément aux articles L et R 126-1 du Code de l'Urbanisme.

Le représentant de l'Etat doit d'ailleurs vérifier la prise en compte des risques dans la conception des documents d'urbanisme (paragraphe 1.3.2 de la circulaire du 21 janvier 2004) ; il vérifiera notamment que **le P.L.U. comprend « dans le rapport de présentation, une analyse des risques, intégrée dans la délimitation du zonage et dans la rédaction du règlement »**.

**Tout dossier soumis à instruction** (permis de construire, aménagements et travaux divers, etc.) relatif à des travaux, aménagements, installations ou constructions dans le périmètre inondable défini dans le PPRI **devra être**

## **NOTE DE PRÉSENTATION**

---

accompagné des éléments d'information permettant d'apprécier la conformité du projet au règlement du PPRI.

### **1.3 – CONSÉQUENCES POUR LES BIENS ET ACTIVITÉS**

Les biens et activités existants et autorisés régulièrement antérieurement à la publication du PPRI continuent de bénéficier du régime général de garantie prévu par la loi n°82.600 du 13 juillet 1982.

Les prescriptions du PPRI sont obligatoires dès que des travaux sont mis en œuvre et **le respect des dispositions du PPRI conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels** directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel sous réserve que l'état de « catastrophe naturelle » soit constaté par arrêté ministériel.

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par le PPRI approuvé ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par le PPRI est puni de peines prévues à l'article L 480-4 du Code de l'Urbanisme. Dans ce cas l'assuré ne pourra pas bénéficier de la réparation des dommages matériels occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel même si l'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté ministériel et les personnes invoquant un préjudice trouvant directement sa source dans une infraction aux règles d'urbanisme peuvent en demander réparation.

### **1.4 – DISPOSITIONS RELATIVES AU LIBRE ÉCOULEMENT DES EAUX ET À LA CONSERVATION DES CHAMPS D'EXPANSION DES CRUES**

Le présent règlement détermine les dispositions à prendre pour éviter de faire obstacle à l'écoulement des eaux et de restreindre, d'une manière nuisible, les champs d'expansion des crues.

Il rappelle à ce propos les obligations des propriétaires riverains du Madon, cours d'eau non domanial.

### **1.5 – ENTRETIEN ET RESTAURATION DU COURS D'EAU**

La prévention des inondations nécessite d'une part des travaux d'entretien des cours d'eau qui évitent les encombrements susceptibles de perturber le libre écoulement des eaux, d'autre part des travaux permettant le maintien ou la réhabilitation des zones naturelles d'épandage des crues (circulaire du 17 août 1994).

La rivière le Madon est un cours d'eau non domanial. Le lit du cours appartient donc aux propriétaires des deux rives. Si les deux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux a la propriété de la moitié du lit (article L215-2 du code de l'environnement).

## **NOTE DE PRÉSENTATION**

---

Le fait que le lit des cours d'eau non domaniaux appartienne aux riverains a pour contrepartie **l'obligation** pour eux **d'en assurer le curage**.

Ces travaux sont constitués à minima par :

1. le faucardage des herbes et des joncs,
2. la réfection des berges,
3. la suppression des atterrissements préjudiciables qui ne sont pas encore des alluvions, dépôts de vase, sables sur graviers,
4. la suppression des arbres qui ont poussé ou sont tombés dans la rivière.

Un article plus complet sur l'entretien de la rivière est intégré au règlement du PPRI.

### **1.6 – CONCERTATIONS**

Le Plan de Prévention des Risques inondations est une procédure concertée entre l'Etat (DDE) et les communes afin de définir dans les meilleures conditions les mesures pérennes et efficaces de l'aménagement des zones inondables.

L'élaboration s'appuie sur une large démarche de concertation de manière à partager les connaissances, favoriser l'émergence d'une culture commune du risque et élaborer en commun un document intelligible et applicable.

- I. Une enquête réalisée en avril 2003 par la DDE 88 auprès des élus a permis de définir les enjeux concernés par les débordements du Madon.
- II. Une information complète dans toutes les communes a ensuite été réalisée en 2004, afin d'explicitier la démarche et le contenu du PPRI.
- III. En avril 2005, une concertation avec les élus et une pré-validation du zonage, établies à partir des plans d'extension des crues, croisés avec les enjeux, ont eu lieu.
- IV. En juin 2005, les élus et l'administration se sont rencontrés afin de revoir le zonage et le règlement avant délibération des conseils municipaux.
- V. Le projet a été soumis à l'avis des conseils municipaux de novembre à décembre 2005, pour avis.
- VI. Comme il est indiqué dans l'introduction, le projet de PPR, rendu immédiatement opposable en février 2007, est approuvé après reprise des procédures réglementaires.  
Une nouvelle concertation avec les mairies a donc eu lieu courant juin 2007. Les nouveaux plans d'aléas, intégrant la crue des 3 et 4 octobre 2006 ainsi qu'un nouveau plan de zonage ont été présentés ou envoyés aux maires.
- VII. Les dossiers de projet de PPRI ont été soumis à l'avis des conseils municipaux du 6 juillet au 9 septembre 2007. Les instances délibérantes ont eu 2 mois pour donner leur avis.
- VIII. L'enquête publique s'est déroulée du 15 octobre au 16 novembre 2007.

## **2 - LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION DU PPRI**

Lors des dernières décennies, plusieurs fortes crues ont montré la vulnérabilité des communes riveraines du Madon dans les Vosges vis à vis de l'aléa inondation ; ce sont notamment les crues de fin décembre 1947, des 9 au 11 avril 1983, des 25 et 26 mai 1983, du 12 novembre 1996, des 29 et 30 octobre 1998 ainsi que celle du 29 décembre 2001.

La crue des 3 et 4 octobre 2006 n'a fait que confirmer avec une ampleur encore plus marquée, cet état de fait.

Les habitants ont constaté des inondations plus fréquentes et une rivière charriant de plus en plus de matériaux : chaumes, branchages, terres, même si les travaux d'entretien réalisés jusqu'en 1999 ont montré une efficacité que chacun s'accorde à souligner.

## **3 - LE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE ET LES CONTEXTES GÉOLOGIQUE ET HYDROLOGIQUE**

### **3.1 – LE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE**

Le Madon est un affluent rive gauche de la Moselle. Orienté sud-nord, il prend sa source à 418 m d'altitude près d'Escles dans le département des Vosges. Il se jette dans la rivière la Moselle près de Pont-Saint-Vincent en Meurthe-et-Moselle au sud de Nancy.

Long de 106 km, il coule sur deux départements dont 66 km dans les Vosges et 40 km en Meurthe-et-Moselle.

Le bassin versant de forme allongée du Madon s'étend sur 1030 km<sup>2</sup> ; il est limité :

- à l'ouest par le bassin de la Meuse,
- à l'est et au nord par le bassin de la Moselle,
- au sud par le bassin Rhône-Méditerranée-Corse.

Le présent PPRI du Madon-centre couvre les 12 communes citées ci-dessus.

Il détermine les mesures à mettre en œuvre contre les inondations du Madon et en partie de deux de ses affluents, la Gitte à la confluence avec le Madon à Velotte-et-Tatignécourt et la Saule à la confluence avec le Madon à Hymont.

### **3.2 – LE CONTEXTE GÉOLOGIQUE**

Entre Hagécourt et jusqu'à la confluence avec la Gitte à Velotte-et-Tatignécourt, le Madon coule sur des plaines argilo-limoneuses avec une pente très faible ; il présente de nombreux méandres. Le lit majeur y est très large et les relations avec la nappe phréatique, faible, à cause de l'imperméabilité des terrains.

## **NOTE DE PRÉSENTATION**

---

Jusqu'à Ambacourt, le Madon coule dans de basses vallées de plateaux calcaires avec une pente faible et des méandres légèrement confinés. Le lit majeur y est tantôt étroit, tantôt large et les relations avec la nappe phréatique forte.

### **3.3 – LE CONTEXTE HYDROLOGIQUE**

Au cours de son histoire, le Madon a subi de nombreuses crues entraînant de fortes inondations.

En avril 1983, l'eau est montée en 43 heures et a atteint 4,64 m à la station de Mirecourt avec un débit de 156 m<sup>3</sup>/s proche de la crue décennale (160 m<sup>3</sup>/s).

En novembre 1996, l'accumulation des pluies a engorgé progressivement les sols et provoqué une montée des eaux en 6 heures à Mirecourt avec un débit de 196 m<sup>3</sup>/s et une hauteur d'eau de 5m à la station. L'eau a recouvert 500 hectares. La crue d'octobre 2006 a encore été plus dommageable.

D'une manière générale, les inondations résultent soit de pluies abondantes qui tombent en peu de temps, soit de pluies étalées dans le temps mais qui saturant les sols.

Les phénomènes peuvent être de deux types :

- débordement direct du Madon
- débordement indirect par refoulement de divers réseaux d'eaux (eaux pluviales, eaux usées et ruissellements) qui concernent surtout les zones urbanisées.

## **4 - LES INONDATIONS PRISES EN COMPTE**

---

La station hydrologique de Mirecourt, qui date de 1965, dotée d'une sonde de température et d'un pluviomètre, fournit des informations sur les niveaux d'eau.

Il en est de même pour l'échelle de crue du Pont Neuf à Mirecourt qui date de 1947, dite Mirecourt AC (annonce de crue). Elle définit les niveaux de gravité suivants :

- pré-alerte : 1,2 m
- alerte : 1,8 m
- cote de débordement dommageable : 2,5 m, crue débordant et inondant le cours Stanislas et le quai Barbacane à Mirecourt.

Lors de la crue d'avril 1983 les niveaux atteints à la station ont été de 3,35 m. Cette crue n'est pourtant considérée que comme une crue proche d'une crue décennale (ayant une « chance » sur 10 de se produire chaque année).

## NOTE DE PRÉSENTATION

---

Lors de la crue de novembre 1996, la hauteur d'eau de 3,75 m.  
La crue du 30 décembre 2001 a atteint 3,60 m.

**Celle du 3 octobre 2006 a atteint 4,27 m : c'est la crue la plus importante connue.**

## 5 - LE MODE DE QUALIFICATION DES ALÉAS

---

### 5.1 – ÉVÉNEMENT DE RÉFÉRENCE

*« L'événement de référence à retenir pour définir les aléas, c'est-à-dire les zones inondables, est conventionnellement la plus forte crue connue. Mais dans le cas où celle-ci serait plus faible qu'une crue de fréquence centennale, c'est cette dernière qui est retenue (circulaire du 24 janvier 1994). »*

Le débit centennal est issu d'une analyse statistique des crues.

Le modèle mathématique (ou modèle numérique) est ensuite fait à partir de profils en travers représentatifs de la morphologie de la vallée et constitués de points associés à des profils en travers du lit mineur de la rivière (lit principal) et du lit majeur (lit de débordement).

Pour un événement de crue donné, le modèle mathématique permet de calculer les niveaux, les débits et les vitesses en chacun des points du calcul, ce qui permet de le valider par rapport à des crues connues.

Les niveaux ainsi calculés sont ensuite repris pour la cartographie des zones inondables. Avant d'exploiter les résultats, un « réglage » est réalisé afin d'ajuster certains paramètres utilisés avec les observations de terrain et notamment les laisses de crue (traces matérielles subsistant après le passage d'une crue) afin de valider les données.

En l'occurrence, la crue de référence centennale, très proche de la crue de novembre 1996, a fait l'objet d'une modélisation mathématique. Le débit à Mirecourt (216m<sup>3</sup>/s) est supérieur de 22 m<sup>3</sup>/s au débit de la crue de novembre 1996 (194m<sup>3</sup>/s) et la ligne d'eau est en moyenne supérieure de 10 à 20 cm à celle de 1996.

A Mirecourt, les débits décennal et centennal ainsi calculés (160 m<sup>3</sup>/s et 216 m<sup>3</sup>/s) sont respectivement proches de ceux de la crue d'avril 1983 et de novembre 1996 (156 m<sup>3</sup>/s et 194 m<sup>3</sup>/s). La crue du 3 octobre 2006 a atteint un débit de pointe de 358m<sup>3</sup>/s.

Ce débit lié à une pluviométrie exceptionnelle est le plus important connu.



## NOTE DE PRÉSENTATION

### 5.2 – CLASSIFICATION DES ALÉAS

Conformément aux directives ministérielles, la classification de l'aléa s'appuie sur les hauteurs d'eau atteintes lors de la crue de référence (et les vitesses estimées) :

	0<H<0,5 m	0,5<H<1 m	1<H<2 m	2 m<H
<b>Zone de stockage</b> (vitesse faible)	aléa faible	aléa moyen	aléa fort	aléa très fort
<b>Zone d'écoulement</b> (vitesse moyenne)	moyen	moyen	fort	très fort
<b>Zone de grand écoulement</b> (vitesse forte)	fort	fort	très fort	très fort

## 6 - LE ZONAGE ET LE RÈGLEMENT

### 6.1 – PRINCIPES GÉNÉRAUX DE DÉLIMITATION DU ZONAGE

Les principes généraux de délimitation du zonage résultent de la recherche d'un compromis opérationnel tenant compte des activités existantes et permettant leur développement sous une double condition :

- que la durabilité des activités ne doit pas être remise en cause par l'aléa inondation,
- que les activités en amont ou en aval n'aggravent pas les crues.

Le zonage réglementaire s'appuie essentiellement sur la **prise en compte** :

- des **zones d'aléas les plus forts**, pour des raisons évidentes liées à la sécurité des personnes et des biens,
- des **zones d'expansion des crues à préserver**,
- des espaces urbanisés, et notamment des **centres urbains**, pour tenir compte de leurs contraintes spécifiques,

### 6.2 – ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

Le croisement sur une même carte, des aléas avec les enjeux (comprenant les espaces urbanisés, les établissements recevant du public, les équipements sensibles, les établissements industriels et commerciaux, les voies de circulation, les zones qui pourraient offrir des possibilités d'aménagement ainsi que les zones d'expansion de crues), permet d'établir une carte du risque sur laquelle va s'appuyer le zonage réglementaire.

**PPRI LE MADON CENTRE – DÉPARTEMENT DES VOSGES**  
**COMMUNES HAGÉCOURT, VALLEROY-AUX-SAULES, MARONCOURT,**  
**VELOTTE-ET-TATIGNÉCOURT, HYMONT, VROVILLE, MATTAINCOURT, MIRECOURT,**  
**POUSSAY, MAZIROT, CHAUFFECOURT ET AMBACOURT.**  
**NOTE DE PRÉSENTATION**

<b>Enjeux Aléas</b>	Centres urbains fortement urbanisés existants	Zones industrielles et commerciales existantes	Zones d'extension d'agglomération existantes	Zones d'expansion de crues à préserver	Autres zones
Aléa très fort	zone rouge	zone rouge	zone rouge	zone rouge	zone rouge
Aléa fort	zone rouge	zone rouge	zone rouge	zone rouge	zone rouge
Aléa moyen	zone bleue	zone bleue	zone rouge ou bleue (*)	zone rouge	zone rouge
Aléa faible	zone bleue	zone bleue	zone bleue	zone rouge	zone rouge ou bleue (*)

(\*) le distinguo est réalisé en fonction des besoins d'expansion de la commune et des possibilités qui s'offrent à elle.

**Zone rouge** : zone d'interdiction en raison des contraintes croisées d'aléa et d'enjeux. On notera que la préservation des champs d'expansion des crues étant un enjeu majeur (permettant de ne pas aggraver la crue en amont ou en aval), la zone sera classée en zone rouge même en présence d'un aléa très faible (hauteur de crue très faible).

**Zone bleue** : zone d'autorisation avec prescriptions spécifiques.

### **6.3 – LE RÈGLEMENT**

En application du décret 95-1089 du 5 octobre 1995 (modifié par le décret 2005-3 du 4 janvier 2005), et tout particulièrement de l'article 3, **le règlement précise** :

- **les mesures d'interdiction** et les **prescriptions** applicables dans chacune des zones
- **les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde** mentionnées au 3° de l'article L.562.1 du code de l'environnement et les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés, existants à la date de l'approbation du plan, mentionnées au 4° du même article. Le règlement mentionne, le cas échéant, les mesures dont la mise en œuvre est obligatoire et le délai fixé pour leur mise en œuvre.

### **6.4 – MESURES D'ACCOMPAGNEMENT**

Les mesures de prévention applicables aux biens existants définies dans le règlement prévoient des mesures obligatoires et des mesures recommandées qui correspondent à des travaux qui, pour les premiers, doivent être réalisés dans un délai de 5 ans et, pour les seconds, constituent des mesures destinées à orienter les choix en cas de travaux sur l'existant.

A cet égard, les propriétaires pourront faire appel en tant que de besoin au service départemental de l'Etat en charge des risques naturels pour une assistance technique ou financière sur la mise en œuvre de ces mesures.

L'assistance technique consistera en des conseils à caractère général sur la conception et la protection du bâti, sans inclure une mission de maîtrise d'œuvre ou de contrôle technique.

## NOTE DE PRÉSENTATION

---

L'assistance financière portera sur la recherche des financements disponibles pour la réalisation des travaux.

A la date d'approbation du PPRi, les financements envisageables portent sur des aides du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM, dit Fonds Barnier) et sur des subventions de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

**Fonds Barnier** : les aides sont réservées aux travaux rendus obligatoires par le PPRi

Taux de financement maximum :

- 40 % pour les biens à usage d'habitation
- 20 % pour les biens à usage professionnel

Les personnes bénéficiaires sont les personnes physiques ou morales, propriétaires, exploitants ou utilisateurs des biens concernés, sous réserve, lorsqu'il s'agit de biens à usage professionnel, qu'elles emploient au total moins de 20 salariés.

**ANAH** : les subventions portent sur les travaux rendus obligatoires ou recommandés par le PPRi. Plus généralement, sur les travaux relatifs à la sécurité des biens et des personnes.

La subvention peut être attribuée aux propriétaires bailleurs privés ou aux propriétaires dont les ressources ne dépassent pas un certain seuil et qui occupent personnellement le logement réhabilité.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises professionnelles du bâtiment pour une prestation complète (fourniture et mise en œuvre)

La mise en place, à l'initiative des communautés de communes ou des communes, d'un programme particulier, OPAH ou PIG, permet de compléter les aides de l'ANAH, mais ne modifie pas les conditions d'intervention de l'Agence.

Les demandes sont examinées par la Commission d'Amélioration de l'Habitat qui statue sur l'octroi des subventions.

Pour les travaux rendus obligatoires par le PPRi, les aides du fonds Barnier et les subventions de l'ANAH peuvent se cumuler.

Pour l'assistance technique : s'adresser au service départemental de l'Etat en charge des risques naturels.

Pour l'assistance financière : s'adresser au bureau de l'ANAH (Epinal).

## 7 - DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU PPRi

---

Le PPRi comprend :

- une note de présentation,
- un règlement,
- des documents graphiques

## **8 - LES ACTIONS DE PRÉVENTION ET DE SECOURS**

### **8.1 – LES RESPONSABILITÉS**

Face au risque, l'Etat et les collectivités territoriales ont un rôle de prévention qui se traduit notamment par des actions d'information (on trouvera un article plus complet à ce sujet dans le règlement).

Les collectivités territoriales ont à leur charge la prise en compte du risque dans les documents d'urbanisme et l'Etat, la réalisation des plans de prévention des Risques (PPR) pour les communes les plus menacées.

Les propriétaires riverains de cours d'eau non domaniaux, ce qui est le cas du Madon, ont aussi un rôle essentiel à jouer (article plus complet dans le règlement).

### **8.2 – LA PRÉVISION ET LA PRÉVENTION**

#### **8.2.1. - LA PRÉVISION**

La prévision des inondations consiste principalement en une observation continue des précipitations. Le centre météorologique de Toulouse publie quotidiennement une carte de vigilance à quatre niveaux, diffusée par les médias.

Cette surveillance météorologique est complétée par un suivi des débits à l'aide d'un réseau de stations automatiques de collecte de données. Pour le Madon la station est située à Mirecourt, ainsi qu'une échelle de crue. Ces services appartiennent à l'Etat et assurent la transmission des informations au préfet, qui décide d'alerter les localités concernées. Chaque maire alerte ensuite la population de sa commune et prend les mesures de protection immédiates.

#### **8.2.2. - LA PRÉVENTION**

La prévention regroupe l'ensemble des dispositions à mettre en œuvre pour réduire l'impact d'un phénomène naturel prévisible sur les personnes et les biens.

Le meilleur moyen de prévention contre les inondations reste la maîtrise de l'urbanisation des zones exposées. Pour autant, de nombreuses habitations existent déjà dans ces zones.

#### ***Réduire la vulnérabilité***

Face à ce constat, il faut agir sur la réduction de la vulnérabilité des enjeux, c'est-à-dire sur la limitation des éventuels dommages : on parle de *mitigation*. Celle-ci concerne uniquement les biens économiques : les constructions (privées et publiques), les bâtiments industriels et commerciaux, ceux nécessaires à la gestion de la crise, les réseaux de communications, d'électricité, d'eau, de gaz, d'assainissement, etc... Le règlement du PPRI impose certaines règles de

## NOTE DE PRÉSENTATION

---

construction afin de réduire les dommages potentiels et permettre un retour plus rapide à une vie normale après une crue.

### ***Anticiper la crise***

Une bonne anticipation de la crise est ensuite nécessaire. La meilleure réponse permettant de faire face à la gravité d'une inondation, en attendant les secours, est *un plan communal de sauvegarde (PCS)* au niveau de la commune.

### ***Réduire la gravité des crues***

L'entretien du cours d'eau reste une nécessité. Sur le madon, il est à la charge des riverains mais la commune peut se substituer aux propriétaires privés (quitte à se retourner ensuite contre eux pour le paiement).

## 8.2.3. - LA PRISE EN COMPTE DU RISQUE DANS L'AMÉNAGEMENT

### ***Le document d'urbanisme***

Le Code de l'urbanisme impose la prise en compte des risques dans les documents d'urbanisme.

### ***Le Plan de Prévention des Risques (dit PPR)***

Il définit des zones d'interdiction (rouges) et des zones de prescription, constructibles sous réserve (bleues). Il prescrit des dispositions constructives, etc..., de manière à réduire les dommages causés par les crues.

## 8.2.4. - L'INFORMATION PRÉVENTIVE

Elle est obligatoire tous les 2 ans dès qu'une commune est couverte par un PPR. On trouvera dans le règlement des informations plus complètes relatives au dossier départemental des risques majeurs (DDRM) établi par le préfet, au dossier d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) et au plan communal de sauvegarde (PCS) établis par la mairie (circulaire du 20 juin 2005 : application du décret 90-918 dans la version consolidée au 17 juin 2004).

# 9 - GLOSSAIRE

---

**Aléa** : événement potentiellement dangereux. On appelle également aléa la probabilité de survenue de ce phénomène en un endroit donné au cours d'une période déterminée (phénomène naturel d'occurrence et d'intensité données).

**Atterrissement** : amas de terres, de sables, de graviers, de galets apportés par les eaux.

**Centre urbain** : il se caractérise notamment par son histoire, une occupation du sol de fait importante, une continuité bâtie et la mixité des usages entre logements, commerces et services (circulaire du 24 avril 1996).

## NOTE DE PRÉSENTATION

---

**Compensations** : mesures décidées pour contrebalancer les impacts négatifs sur la ligne d'eau, d'un ouvrage, d'une activité, d'une construction, ..., qui serait néanmoins autorisé.

**Cote de référence** : cote de la crue de référence au lieu d'implantation de la réalisation (ces cotes figurent sur les plans de zonage et dans le cas d'une implantation entre 2 cotes, une règle de 3 permet généralement de trouver la cote de référence du lieu considéré).

**Crue** : période de hautes eaux, de durée plus ou moins longue, consécutive à des averses plus ou moins importantes et/ou à la fonte de neige.

**Dispositions constructives** : mesures qu'il appartient au constructeur de concevoir et de mettre en œuvre afin d'assurer l'intégralité de son ouvrage ; elles relèvent du code de la construction et non du permis de construire.

**Enjeux** : personnes, biens, activités, moyens, patrimoine susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel (avec appréciations des situations présentes et futures). Ils comprennent les zones d'expansion de crues, les espaces urbanisés, les établissements recevant du public, les équipements sensibles, les établissements industriels et commerciaux, les voies de circulation et les zones qui pourraient offrir des possibilités d'aménagement.

**Exutoire** : point le plus en aval ou le plus bas d'un réseau, où passent toutes les eaux drainées.

### **Lits de rivière**

**Lit mineur** : c'est le lit ordinaire de la rivière, qu'occupent les eaux du cours d'eau en débit de plein bord, c'est à dire jusqu'en sommet de berge.

**Lit majeur** : lit maximum qu'occupe un cours d'eau dans lequel l'écoulement ne s'effectue que temporairement lors du débordement des eaux hors du lit mineur en période de très hautes eaux, en particulier lors de la plus grande crue historique. Il est constitué de la zone de divagation de la rivière. Il comprend les zones basses situées de part et d'autre du lit mineur, sur une distance qui va de quelques mètres à plusieurs kilomètres.

Sa limite est celle des crues exceptionnelles. On distingue 2 types de zones :

- **les zones d'écoulement**, au voisinage du lit mineur ou des cheneaux de crues, où le courant a une forte vitesse ;
- **les zones d'expansion** de crues ou de stockage des eaux, où la vitesse est faible. Ce stockage est fondamental, car il permet le laminage de la crue, c'est-à-dire la réduction du débit et de la vitesse de montée des eaux à l'aval.

Le lit majeur fait partie intégrante de la rivière.

En s'y implantant, on s'installe donc dans la rivière elle-même.

**Maître d'œuvre** : concepteur ou directeur des travaux, chargés de la réalisation de l'ouvrage pour le compte du maître d'œuvre.

## NOTE DE PRÉSENTATION

---

**Maître d'ouvrage** : personne physique ou morale pour le compte de laquelle un ouvrage est réalisé, propriétaire et financeur de l'ouvrage.

**PPR** : plan de prévention des risques. Il délimite les zones exposées aux risques et définit des mesures de prévention, protection et sauvegarde des personnes et des biens vis-à-vis de l'impact néfaste des événements exceptionnels.

**Prévention** : ensemble des dispositions visant à réduire l'impact d'un phénomène naturel (connaissance des aléas, réglementation de l'occupation des sols, mesures actives et passives de protection, information préventive, prévisions, alerte, plans de secours ...).

**Ripisylve** : désigne les formations végétales qui croissent le long des cours ou des plans d'eau dans la zone frontalière entre l'eau et la terre.

**Risque** : il est la résultante d'enjeux soumis à un aléa. S'il n'y a pas d'enjeux, le risque est nul, quel que soit l'aléa. (voir aussi vulnérabilité)

**Risque majeur** : risque lié à un aléa d'origine naturelle ou anthropique dont les effets prévisibles mettent en jeu un grand nombre de personnes, avec des dommages importants et dépassant les capacités de réaction des instances directement concernées.

**Servitude d'utilité publique** : charge instituée en vertu d'une législation propre affectant l'utilisation du sol ; elle doit figurer en annexe au POS/PLU.

**SHOB** : (surface hors œuvre brute) la surface de plancher hors œuvre brute d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction.

**Signal national d'alerte** : émis par sirène (de la protection civile ou installée sur un bâtiment communal ou un véhicule), il est constitué d'un signal montant et descendant durant une minute et répété trois fois à intervalles de cinq secondes. Il correspond à la consigne « **confinez-vous et écoutez la radio.** ». Le signal de fin d'alerte est un son continu de trente secondes.

**Vulnérabilité** : au sens le plus large, exprime le niveau de conséquences prévisibles d'un phénomène naturel (ou aléa) sur les enjeux. (voir aussi risque)

**Zones d'écoulement** : il s'agit des zones du champ d'inondation dans lesquelles l'eau a une vitesse non nulle.

**Zones d'expansion de crues** : il s'agit des zones du champ d'inondation dans lesquelles l'eau a une vitesse faible ou négligeable, mais qui servent à stocker d'importants volumes d'eau en période de crue. Leur protection est impérative.